

Brazzaville, le vendredi 25 mars 2016

DÉCLARATION DU 25 MARS 2016

Coordination des plateformes politiques FROCAD - IDC

Au nom du pacifique et bienveillant peuple congolais, nous condamnons fermement les intimidations et agressions de toutes sortes infligées aux représentants de la presse internationale. Au nom de la République, nous présentons nos excuses aux journalistes victimes de cette atteinte inacceptable à la liberté d'informer.

A l'instar du référendum illégal du 25 octobre 2015, l'élection présidentielle s'est déroulée dans une véritable opacité, dans un pays mort et totalement coupé du reste du monde : pas de téléphone, pas de SMS, pas d'internet.

Avec la complicité de la CNEI, le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation a proclamé Monsieur Denis Sassou Nguesso élu Président de la République dès le premier tour du scrutin du 20 mars 2016, une proclamation qui a eu lieu à 2h30 du matin, en pleine nuit. Tout cela fait de notre pays une République bananière, une Démocratie dévoyée et un État voyou.

Les candidats signataires de la Charte de l'Opposition pour la Victoire refusent de reconnaître et d'assumer cette forfaiture. Ils s'engagent dès à présent, librement, à faire un recours devant la Cour Constitutionnelle, juge du contentieux électoral présidentiel, car la vérité est que Monsieur Denis Sassou Nguesso a perdu l'élection présidentielle malgré toute la fraude massive et grossièrement organisée dans un climat délétère.

En définitive, les résultats en notre possession, collectés et traités par les directions de campagne des cinq candidats, prouvent clairement que Denis Sassou Nguesso n'a pas remporté les élections dès le premier tour.

Président de fait depuis le Coup d'État anticonstitutionnel du 25 octobre 2015, Denis Sassou Nguesso n'est plus Président de la République à l'issue du scrutin du 20 mars 2016.

La majorité républicaine, organisée autour des plateformes politiques FROCAD - IDC, et les candidats signataires de la Charte de l'Opposition pour la Victoire se félicitent des résultats de la Commission Technique Electorale (CTE) qui correspondent à la situation réelle sur le terrain.

Nous engageons le peuple congolais à exercer pleinement sa souveraineté sur sa victoire démocratique à travers les actions reconnues par la loi : villes mortes et autres grèves, meetings et marches pacifiques jusqu'au respect du verdict des urnes. Dans ce contexte, nous demandons à l'ensemble du peuple congolais d'observer la première opération ville morte sur l'ensemble du territoire national le mardi 29 mars 2016.

Nous invitons solennellement l'Organisation des Nations Unies, l'Union Européenne, l'Organisation Internationale de la Francophonie, l'Union Africaine, et la Communauté Économique des Etats de l'Afrique Centrale à suspendre immédiatement toutes coopérations avec le gouvernement congolais et à accompagner la République du Congo dans la mise en place d'une transition politique.

Fait à Brazzaville, le vendredi 25 mars 2016

Signataires :

Claudine Munari

Guy Brice Parfait Kolelas

André Okombi Salissa

Jean Marie Michel Mokoko

Pascal Tsaty Mabilia